



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/45/18  
8 mars 2005

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Quarante-cinquième réunion  
Montréal, 4 – 8 avril 2005

**PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUD POUR L'ANNÉE 2005**

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Dans son Programme de travail pour l'année 2005, le PNUD a demandé l'approbation, par le Comité exécutif, d'une somme de 1 564 380 \$US, en plus de coûts d'appui d'agences de 134 260 \$US.

2. Les activités proposées dans le Programme de travail du PNUD sont présentées au Tableau 1 ci-dessous :

Tableau 1 : Programme de travail du PNUD

Pays	Activité/Projet	Montant requis (\$US)	Montant recommandé (\$US)
<b>SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE</b>			
<b>A1. Préparation de projet :</b>			
Congo, RD	Préparation de projet : projet pour les utilisateurs finals en réfrigération	16 870	16 870
Laos, RDP	Préparation de projet : projet pour plusieurs sous-secteurs des mousses	22 493	22 493
Sierra Leone	Préparation de projet : plan sectoriel d'élimination des halons	16 870	16 870
Zimbabwe	Préparation de projet : bromure de méthyle fumigène	20 000	20 000
Total partiel pour préparation de projet :		76 233	76 233
<b>A2. Renouvellement de projets de renforcement des institutions :</b>			
		<b>Tonnes de PAO</b>	
Colombie	Prolongement du projet de renforcement des institutions : phase V	22,76	275 600
Total partiel pour les projets de renforcement des institutions :		275 600	275 600
<b>SECTION B : ACTIVITÉS SOUMISES À UN EXAMEN INDIVIDUEL</b>			
<b>B1. Préparation de projet</b>			
Brésil	Préparation de projet : projet de démonstration de refroidisseurs	50 000	
Congo, RD	Préparation de projet : plan sectoriel d'élimination du CTC	16 870	
Fidji	Préparation de projet : plan d'élimination totale des SAO	16 870	
Total partiel pour préparation de projet :		83 740	
<b>B2. Assistance technique</b>			
Paraguay	Assistance technique pour le secteur des solvants	30 000	
Uruguay	Assistance technique pour le secteur des solvants	30 000	
Total partiel pour assistance technique :		60 000	
<b>B3. Autres activités</b>			
Argentine	Demande de financement pour effectuer des études sur les HCFC	68 807	
Brésil	Demande de financement pour effectuer des études sur les HCFC	183 486	
Colombie	Demande de financement pour effectuer des études sur les HCFC	68 807	
Inde	Demande de financement pour effectuer des études sur les HCFC	183 486	
Indonésie	Demande de financement pour effectuer des études sur les HCFC	114 679	
Iran	Demande de financement pour effectuer des études sur les HCFC	68 807	
Liban	Demande de financement pour effectuer des études sur les HCFC	45 872	
Malaisie	Demande de financement pour effectuer des études sur les HCFC	91 743	
Mexique	Demande de financement pour effectuer des études sur les HCFC	114 679	

<b>Pays</b>	<b>Activité/Projet</b>	<b>Montant requis (\$US)</b>	<b>Montant recommandé (\$US)</b>
Sri Lanka	Demande de financement pour effectuer des études sur les HCFC	36 697	
Syrie	Demande de financement pour effectuer des études sur les HCFC	45 872	
Venezuela	Demande de financement pour effectuer des études sur les HCFC	45 872	
Total partiel pour les autres activités :		1 068 807	
Total partiel		1 564 380	
Coûts d'appui d'agences (7,5 pour cent pour la préparation de projet et le renforcement des institutions, et pour d'autres activités de plus de 250 000 \$US, et 9 pour cent pour d'autres activités de moins de 250 000 \$US) :		134 260	
Total :		1 698 640	

## **SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE**

### **A1. Préparation de projet**

#### Recommandation du Secrétariat du Fonds

3. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale des activités de préparation de projet indiquées à la section A1 du tableau 1 au niveau de financement indiqué.

### **A2. Renouvellement de projets de renforcement des institutions**

a)	Colombie (phase V)	275 418 \$US
----	--------------------	--------------

#### Description du projet

4. La description du projet de renforcement des institutions pour la Colombie est présentée à l'annexe I du présent document.

#### Recommandation du Secrétariat du Fonds

5. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale du projet ci-dessus au niveau de financement indiqué au Tableau 1. Le Comité exécutif peut souhaiter présenter au gouvernement de la Colombie les observations qui apparaissent à l'annexe II du présent document.

## **SECTION B : ACTIVITÉS PRÉSENTÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL**

### **B1. Préparation de projet**

#### Brésil : Préparation de projet pour un projet de démonstration de refroidisseurs

#### Description du projet

6. Le PNUD demande l'approbation d'un montant de 50 000 \$US plus des coûts d'appui d'agences, afin de préparer un projet dans le sous-secteur des refroidisseurs. Le PNUD a indiqué que le but du projet sera d'aider à démontrer la valeur de remplacement des refroidisseurs avec CFC, et aussi de sensibiliser davantage les utilisateurs à l'élimination imminente et aux options pouvant être disponibles pour la conversion de leurs refroidisseurs.

7. Le PNUD a indiqué que, en réponse à la décision XVI/13 des Parties, prenant note de la décision 44/61 du Comité exécutif, et étant donné l'importance qu'elle accorde à l'efficacité énergétique et aux synergies entre les conventions, le gouvernement du Brésil a demandé au PNUD d'inclure un projet de démonstration pour le secteur des refroidisseurs dans son plan d'activités pour 2005. Le PNUD a pris note qu'il est l'agence principale du plan national d'élimination des CFC au Brésil. Maintenant que le plan est mis en oeuvre, un nombre important de refroidisseurs avec CFC ont été identifiés au pays. Bien que des mesures de conservation

soient envisagées dans le cadre du plan, ces mesures à elles seules ne pourront combler les besoins à long terme du sous-secteur.

#### Observations du Secrétariat du Fonds

8. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner la demande du PNUD en tenant compte de ses discussions sur les refroidisseurs prévues à la 45<sup>e</sup> Réunion. Le Secrétariat du Fonds prend note que l'Accord entre le gouvernement du Brésil et le Comité exécutif pour le plan national d'élimination des CFC au Brésil comprend une disposition à l'effet que le Brésil est « empêché de demander ou de recevoir du financement supplémentaire du Fonds multilatéral en ce qui a trait aux substances », soit les CFC.

#### Recommandations du Secrétariat du Fonds

9. À venir.

#### Congo, RD : Préparation de projet pour un plan sectoriel d'élimination du CTC

##### Description du projet

10. Le PNUD demande un financement de 16 870 \$US afin de lui permettre de préparer un projet d'élimination dans le secteur des solvants.

#### Observations du Secrétariat du Fonds

11. La République démocratique du Congo a déclaré une consommation de CTC de 11 tonnes de PAO en 2003, par rapport à une consommation de référence de 15 tonnes de PAO. Le seul problème de cette demande est qu'une proposition similaire a été reçue de l'ONUDI (UNEP/OzL.Pro/ExCom/45/19). Au moment de la préparation du présent document, les deux agences discutaient encore de cette question. La résolution du problème sera reportée à la 45<sup>e</sup> Réunion afin que les résultats puissent être insérés dans les décisions du Comité exécutif sur les programmes de travail du PNUD et de l'ONUDI pour l'année 2005 s'il y a lieu.

#### Recommandation du Secrétariat du Fonds

12. À venir.

#### Fidji : Préparation de projet pour un plan d'élimination totale des SAO

##### Description du projet

13. Le PNUD demande un financement de 16 870 \$US pour préparer sa partie d'un projet visant à réaliser et à maintenir l'élimination de la totalité des SAO à Fidji. Du financement supplémentaire au montant de 31 870 \$US a été demandé pour cette activité par le PNUE dans un amendement à son programme de travail (UNEP/OzL.Pro/ExCom/45/17) pour la préparation

de l'ensemble du projet. Le projet résultant à être mis en oeuvre conjointement par le PNUD et le PNUE vise à éliminer la consommation supplémentaire de bromure de méthyle récemment décelée et à fournir de l'assistance supplémentaire pour l'élimination de la consommation connue à l'aide d'activités similaires à celles d'une mise à jour d'un plan de gestion des frigorigènes, afin de permettre à Fidji de maintenir l'élimination des CFC réalisée en 2000.

#### Observations du Secrétariat du Fonds

14. La consommation de CFC de Fidji a été nulle depuis 2000. Fidji a reçu un plan de gestion des frigorigènes avant la décision 31/48 (les lignes directrices du plan), et elle n'a donc présenté aucun engagement à respecter les mesures de contrôle du plan de gestion pour les CFC en 2005 et 2007 sans assistance supplémentaire. Toutefois, Fidji a pu devancer les exigences du Protocole en matière de contrôle et réduire sa consommation de CFC à zéro d'une année sur l'autre.

15. Conformément à la décision 31/48, Fidji a préparé un rapport détaillé de l'état actuel des choses en ce qui a trait à l'élimination des CFC. Ce rapport, qui a été examiné par le Secrétariat, a déterminé le degré d'assistance particulière et limitée, y compris des équipements de récupération et de recyclage, des trousseaux d'identification kits et des cours de formation qui, selon le rapport, permettrait à Fidji d'adopter des mesures visant à s'assurer que l'élimination des CFC est maintenue au pays. Fidji avait initialement envisagé de demander une mise à jour du plan de gestion des frigorigènes dans le cadre de la décision 31/48. Le Secrétariat a informé le PNUE et le PNUD que, puisque Fidji respectait déjà les mesures de contrôle des CFC pour 2005 et 2007, une telle demande pourrait ne pas être admissible au financement.

16. La consommation de bromure de méthyle déclarée par Fidji en 2004 au Secrétariat de l'ozone en vertu de l'Article 7 était de 2,10 tonnes de PAO par rapport à une consommation de référence de 0,67 tonne de PAO. Dans la décision XVI/23, les Parties ont constaté que Fidji ne respectait pas les mesures de contrôle du plan de gestion pour le bromure de méthyle et ont demandé que Fidji présente un plan d'action. On a aussi pris note que Fidji pourrait présenter une demande de modification de sa consommation de base de bromure de méthyle. L'assistance préparatoire pour le PNUD conjointement avec le PNUE permettrait d'établir l'état actuel des choses en ce qui concerne l'accroissement apparent de la consommation de bromure de méthyle de Fidji et de préparer un projet d'élimination totale.

17. Étant donné les mesures urgentes requises afin de réduire la consommation de bromure de méthyle, et que Fidji a elle-même défini d'autres exigences particulières afin de maintenir l'élimination de ses CFC, le Secrétariat a suggéré qu'on devrait prendre en considération une demande de financement visant à préparer pour Fidji un projet final qui porterait sur le soutien restant en vue de l'élimination des CFC et aussi de l'élimination totale du bromure de méthyle. La demande du PNUD a été présentée sur cette base.

18. Le projet a été reporté pour examen individuel parce que du financement est demandé pour soutenir ou maintenir une consommation nulle de CFC. Il existe un précédent correspondant dans les lignes directrices pour le bromure de méthyle où le Comité exécutif avait convenu d'accorder un soutien financier limité aux pays utilisant peu ou pas de bromure de méthyle. Un problème politique fondamental a aussi été soulevé par le Secrétariat au point 7 a) de l'ordre du jour, « Aperçu des questions soulevées pendant l'examen des projets ». Le projet

est aussi reporté en raison de la haute qualité du rapport présenté par Fidji, dans lequel des besoins précis et limités ont été quantifiés.

#### Recommandation du Secrétariat du Fonds

19. Le Comité exécutif pourrait évaluer s'il devrait approuver la préparation de la demande de projet au niveau de financement indiqué au tableau 1 sur la base des informations fournies ci-dessus et conformément à l'ensemble des conclusions de ses discussions au point 7 a) de l'ordre du jour. L'approbation pourrait être accordée en autant que les propositions de financement touchant la présence de CFC dans le projet résultant soient directement reliées aux besoins particuliers déterminés et quantifiés dans le rapport de Fidji sur la mise en oeuvre de son plan de gestion de frigorigènes.

#### **B2. Assistance technique**

##### Paraguay : Assistance technique pour le secteur des solvants

##### Uruguay : Assistance technique pour le secteur des solvants

##### Description des projets

20. Le PNUD demande l'approbation d'un montant de 30 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agences par pays, pour fournir de l'assistance technique afin d'éliminer les faibles niveaux de consommation de CTC déclarés et de maintenir l'élimination d'autres solvants avec SAO. Le PNUD a indiqué que ce serait le seul financement demandé par le pays pour le secteur des solvants.

##### Observations du Secrétariat du Fonds

21. Le Paraguay et l'Uruguay ont déclaré des niveaux de consommation de CTC de 2,42 tonnes et 0,28 tonne de PAO respectivement en 2003. Ces pays n'ont déclaré aucune consommation de TCA ou de CFC-113 depuis deux ans. L'Uruguay a déclaré une consommation de 0,1 tonne de PAO de TCA en 2001.

22. La consommation de base de CTC des deux pays est de 0,6 tonne de PAO et zéro respectivement et, pour être conforme à l'objectif du plan de gestion visant une réduction de 85 pour cent de la consommation de CTC en 2005, la consommation de CTC du Paraguay en 2005 et des années subséquentes devra être de moins de 0,36 tonne de PAO, et celle de l'Uruguay, de zéro.

23. La présentation du PNUD est conforme à la décision 40/19 et aux efforts récents visant à établir un programme en vue d'éliminer les faibles niveaux de consommation dans le secteur des solvants dans les pays visés à l'Article 5. Des propositions d'assistance technique dans le secteur des solvants pour les pays à consommation faible ou nulle ont aussi été présentées par l'ONUDI (UNEP/OzL.Pro/ExCom/45/19). Un problème politique fondamental a aussi été soulevé par le Secrétariat au point 7 a) de l'ordre du jour, « Aperçu des questions soulevées pendant l'examen des projets ».

### Recommandation du Secrétariat du Fonds

24. Sur la base des informations et des observations indiquées ci-dessus et des conclusions de sa discussion au point 7 a) de l'ordre du jour, le Comité exécutif pourrait évaluer s'il désire approuver les deux propositions au niveau de financement indiqué au tableau 1.

### **B3. Autres activités**

Demande de financement pour effectuer des études sur les HCFC : Argentine, Brésil, Colombie, Inde, Indonésie, Iran, Liban, Malaisie, Mexique, Sri Lanka, Syrie, Venezuela

### Description des projets

25. A la demande des 12 pays ci-dessus, le PNUD demande du financement pour procéder à des études sur l'utilisation des HCFC dans chaque pays aux niveaux indiqués au tableau 1. Le PNUD a indiqué que les études aideront les pays à définir les applications des HCFC et les solutions de remplacement disponibles, et à comparer les prix en rapport avec les solutions de remplacement. Les études portant sur les HCFC aideront aussi les pays à prendre des décisions éclairées, en facilitant des consultations nationales auprès des intéressés, en donnant une meilleure idée de l'offre et de la demande pour les HCFC, et en établissant les obstacles possibles à l'adoption de certaines technologies de remplacement.

26. Le PNUD a indiqué que la structure de coût des demandes est la suivante :

- Consultants nationaux / sous-traitance locale : 50 % du total
- Atelier national / réunions des intéressés : 15 % du total
- Consultants internationaux : 30 % du total
- Articles divers : 5 % du total

27. Le niveau de demandes individuelles a été déterminé par une évaluation préliminaire de la grandeur du pays, la consommation de HCFC déclarée au Secrétariat de l'ozone et les complexités décelées au niveau du pays.

### Observations du Secrétariat du Fonds

28. La question de la demande de financement pour des études portant sur les HCFC et de l'inclusion des études dans le plan d'activités du PNUD pour 2005 a été soulevée par le Secrétariat au point 5 b) de l'ordre du jour « Plan d'activités général du Fonds multilatéral pour 2005-2007 » (UNEP/OzL.Pro/ExCom/45/5). Si les activités ne sont pas incluses dans le plan d'activités pour 2005, elles ne seront pas admissibles au financement dans le programme de travail du PNUD pour 2005. Par contre, si les activités sont incluses dans le plan d'activités pour 2005, le Comité exécutif peut souhaiter tenir compte des informations suivantes.

- Selon les données indiquées en vertu de l'Article 7, la consommation de HCFC dans les pays visés à l'Article 5 s'est accrue de quelque 4 100 à plus de 15 800 tonnes de PAO, tandis que la production est passée d'environ 1 800 à plus de 13 600 tonnes de PAO.

Le HCFC-22 et le HCFC-141b sont les HCFC le plus couramment utilisés dans les pays visés à l'Article 5. Les valeurs de PAO du HCFC-22 et du HCFC-141b sont de 0,055 et 0,11 respectivement, ce qui indique que, en tonnes métriques, la consommation totale de HCFC en 2003 se situait entre 124 000 tonnes (entièrement du HCFC-141b) et 272 000 tonnes (entièrement du HCFC-22).

- Tel que l'a présenté le Comité exécutif à la Seizième Réunion des Parties, la consommation annuelle de 3 186 tonnes de PAO de HCFC, en général du HCFC-141b, a été installée dans les pays visés à l'Article 5 avec l'assistance du Fonds multilatéral. La conversion de cette consommation n'est pas admissible au financement (décision 17/17). La conversion d'équipements avec SAO installés après le 25 juillet 1995 n'est pas admissible au financement (décision 17/7). La conversion d'autres équipements avec HCFC existant avant cette date pourrait être admissible au financement en vertu des politiques et règlements actuels du Fonds.
- Dans les cas où la conversion aux HCFC était la technologie privilégiée, le Comité exécutif a demandé aux agences d'exécution d'expliquer toutes les raisons pour lesquelles cette conversion a été recommandée, et de préciser que les entreprises concernées avaient convenu d'assumer le coût de la conversion subséquente à des substances autres que les HCFC (décision 19/2). Cette décision a subséquentement été reconfirmée par le Comité exécutif à ses 20<sup>e</sup> Réunion (décision 20/48) et 38<sup>e</sup> Réunion (décision 38/38).
- Sur la base des données de l'Article 7 déclarées au Secrétariat de l'ozone, la plus récente consommation de HCFC dans les 12 pays pour lesquels des études ont été demandées est indiquée au tableau suivant :

**Consommation de HCFC (2003)**

<b>Pays</b>	<b>Tonnes de PAO</b>
Argentine	147,53
Brésil	766,03
Colombie	109,22
Inde	360,39
Indonésie	225,53
République islamique d'Iran	94,38
Liban	20,13
Malaisie	324,83
Mexique	728,30
Sri Lanka	7,02
République arabe syrienne	34,62
Venezuela	75,26

29. En rapport avec les coûts des études proposées, la seule autre étude portant sur les HCFC envisagée par le Comité était pour la Chine, et elle a été approuvée à la 43<sup>e</sup> Réunion au montant de 330 300 \$US plus des coûts d'appui d'agences. Aux fins de comparaison, dans le secteur du bromure de méthyle, les études initiales entreprises par le PNUD ont reçu du financement à la

17<sup>e</sup> Réunion pour la région de l'Asie-Pacifique, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, et la région africaine, au montant de 37 026 \$US, 57 700 \$US et 179 850 \$US respectivement. En même temps, le PNUE a reçu du financement pour des ateliers de sensibilisation dans les trois régions au montant de 82 500 \$US, 120 000 \$US et 100 000 \$US respectivement.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

30. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner les demandes ci-dessus sur la base de sa discussion de la question au point 5 b) de l'ordre du jour et des informations fournies ci-dessus.

**Annexe I**

**PROPOSITIONS DE PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS**

**Colombie : Renouvellement du renforcement des institutions**

<b>Profil du projet et du pays</b>	
Agence d'exécution :	PNUD
Montants approuvés précédemment pour le renforcement des institutions (\$US) :	
Phase I : mars 1994	317 790
Phase II : mars 1998	212 000
Phase III : mars 2000	212 000
Phase IV : novembre 2002	275 600
<b>Total (\$US)</b>	<b>1 149 651</b>
Montant demandé pour le renouvellement (Phase V) (\$US) :	275 600
Montant recommandé pour approbation (\$US)	275 600
Coûts d'appui d'agences (\$US)	20 670
Coût total du renforcement des institutions Phase V pour le Fonds multilatéral	296 270
Date d'approbation du programme de pays	mars 1994
Date d'approbation de la mise à jour du programme de pays (le cas échéant)	
Consommation totale de SAO indiquée dans le programme de pays (1992), (tonnes de PAO)	2196,2
Plus récente consommation totale de SAO déclarée (2003) (tonnes de PAO)	1168,7
Consommation de base de substances réglementées (tonnes de PAO) :	
a) Annexe A Groupe I (CFC) (moyenne 1995-1997)	2208,2
b) Annexe A Groupe II (halons) (moyenne 1995-1997)	187,7
c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)	6,1
d) Annexe B Groupe III (1,1,1-trichloroéthane) (moyenne 1998-2000)	0,6
e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1995-1998)	110,1
Plus récente consommation de substances réglementées (2003) (tonnes de PAO) :	
a) Annexe A Groupe I (CFC)	
b) Annexe A Groupe II (halons)	1058,1
c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone)	0
d) Annexe B Groupe III (1,1,1-trichloroéthane)	1,4
e) Annexe C Groupe I (HCFC)	0
f) Annexe E (bromure de méthyle)	109,2
	0
Montant approuvé pour les projets (\$US)	17 299 209
Montant décaissé (en date de septembre 2004) (\$US) :	12 904 480
SAO à éliminer (tonnes de PAO)	1228,1
SAO éliminées (en date de septembre 2004) (tonnes de PAO)	817,6

Rapport périodique

1. Pendant la phase IV du projet de renforcement des institutions de la Colombie, l'Unité nationale d'ozone (UNO) a poursuivi activement son travail en vue de se conformer au calendrier d'élimination du Protocole de Montréal. Ainsi, le pays sera en conformité avec les mesures de réduction de 50% et 85% des CFC et du CTC respectivement en 2005, et il a préparé un plan exhaustif afin de se conformer aux objectifs de réduction subséquents en 2007. Les données déclarées au Secrétariat de l'ozone en 2003 indiquent que la Colombie a respecté

l'objectif de réduction de 50% des CFC en 2003, tandis que les données ont indiqué l'élimination totale des halons et du bromure de méthyle.

2. Pendant cette phase, le gouvernement de la Colombie a poursuivi avec succès la mise en oeuvre de projets d'investissement cadres et individuels dans les secteurs des mousses et de la réfrigération commerciale et préparé le plan national d'élimination des CFC et des halons, qui a été approuvé par le Comité exécutif à sa 41<sup>e</sup> Réunion. L'Unité nationale de l'ozone a aussi établi une base pour la régionalisation et l'expansion futures de ses activités de surveillance aux principaux secteurs de consommation de SAO au pays.

3. L'Unité nationale d'ozone a aussi maintenu sa campagne de sensibilisation auprès du public par le truchement de la télévision et de la radio, des journaux, de présentations publiques et de la célébration de la Journée internationale de l'ozone. L'Unité nationale de la Colombie a continué de contribuer et de profiter du réseau régional des administrateurs des Bureaux de l'ozone en Amérique latine; en 2003, cette unité a organisé la réunion régionale à Bogotá.

#### Plan d'action

4. Le gouvernement de la Colombie, par le truchement de son Unité nationale de l'ozone, a prévu de poursuivre et de consolider le processus de régionalisation amorcé au cours de la phase précédente, ce qui aura un effet important sur l'élimination des CFC dans le secteur de l'entretien. Le plan national d'élimination des CFC et des halons comprend des activités importantes dans le secteur de l'entretien en réfrigération, notamment la récupération et le recyclage, les incitatifs à la conversion, la certification des techniciens ayant déjà reçu une formation, et la distribution d'outils pour la mise en application des bonnes pratiques d'entretien. Toutes ces activités seront mises en oeuvre par le truchement des centres de liaison régionaux, afin de s'assurer de la pénétration dans toutes les régions. En outre, l'Unité nationale de l'ozone prévoit achever sa stratégie visant à contrôler le commerce illicite des SAO sur la base des études entreprises pendant la phase précédente. Toutes ces activités aideront à garder le pays en conformité après la réduction de 50% des CFC en 2005, et l'aideront aussi à se préparer à faire face à la réduction supplémentaire de 2007.

5. Pendant cette phase, la Colombie consolidera aussi les stratégies visant à éliminer les SAO dans les secteurs où la consommation est faible, comme le CTC, le TCA et le bromure de méthyle.

## **Annexe II**

### **OPINION DU COMITÉ EXÉCUTIF SUR LE RENOUVELLEMENT DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS PRÉSENTÉS À LA 45<sup>e</sup> RÉUNION**

#### *Colombie*

1. Le Comité exécutif a examiné les informations présentées avec la demande de renouvellement du renforcement des institutions pour la Colombie et prend note avec satisfaction du fait que la Colombie a déclaré en 2003 au Secrétariat de l'ozone une consommation de CFC substantiellement inférieure à sa consommation de référence de CFC en 1995-1997 qui, si elle est maintenue, permettrait à la Colombie d'atteindre, en avance sur les délais prévus, le niveau de réduction de 50% des CFC en 2005. Il prend aussi note avec satisfaction que la Colombie a accompli de grands progrès envers la réalisation de la conformité grâce à des mesures de contrôle mises en oeuvre pour d'autres substances appauvrissant la couche d'ozone. Dans sa présentation, la Colombie indique qu'elle a pris des initiatives importantes en vue d'éliminer sa consommation de SAO pendant la phase actuelle de son projet de renforcement des institutions, notamment par la mise en oeuvre de projets d'investissement cadres et individuels dans les secteurs des mousses et de la réfrigération commerciale et la préparation d'un plan national d'élimination des CFC et des halons, approuvés par le Comité exécutif à sa 41<sup>e</sup> Réunion. Le Comité exécutif a aussi pris note que la Colombie a terminé la première phase de la formation douanière et accompli des progrès importants grâce à ses campagnes de sensibilisation auprès du public. Le Comité exécutif s'attend à ce que, au cours des deux prochaines années, la Colombie maintienne et améliore le rythme de son élan afin de prolonger la réussite exceptionnelle qui lui permettra de réaliser son objectif d'accélérer l'élimination de sa consommation de SAO.



**EXECUTIVE COMMITTEE OF THE MULTILATERAL FUND  
FOR THE IMPLEMENTATION OF THE  
MONTREAL PROTOCOL  
(45<sup>th</sup> Meeting, 4 - 8 April 2005, Montreal)**

**2005 WORK PROGRAMME  
OF THE  
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME**

**Request for Project Preparation and Non-Investment Projects at the  
45<sup>th</sup> Executive Committee Meeting**

**17 February 2005**

# **2005 UNDP WORK PROGRAMME AMENDMENT**

## **45<sup>th</sup> Executive Committee Meeting (4-8 April 2005, Montreal)**

UNDP has submitted its 2005 Business Plan, comprised of both a series of tables and a detailed narrative, for consideration at the 45th Meeting of the Executive Committee. As a complementary submission, this work programme document contains all non-investment and project preparation programmes that are being requested at the 45th Meeting of the Executive Committee. These requests amount to US\$ 1,564,380 plus US\$ 134,260 of support cost, as elaborated upon below. An alphabetic list per country is also provided as annex 1.

### 1) Extensions for Institutional Strengthening Projects.

Only one extension for Institutional Strengthening is being submitted at the 45<sup>th</sup> meeting of the Executive Committee:

Country	Title	ODP	Budget	Support Cost	Total
Colombia	Institutional Strengthening: Phase V	22.8	275,600	20,670	296,270

A separate document for Colombia-IS was submitted separately.

### 2) Requests for Project Preparation (PRP).

Country	Title of the PRP Activity	Budget	Support	Total
Brazil	Chillers Demonstration Project	50,000	3,750	53,750
Congo DR	Investment Component for the Refrigeration Servicing Sector	16,870	1,265	18,135
Congo DR	CTC Sectoral phaseout plan	16,870	1,265	18,135
Fiji	Complete ODS Phaseout Plan	16,870	1,265	18,135
Laos	Foam Multiple-subsectors	22,493	1,687	24,180
Sierra Leone	Halons Sectoral phaseout plan	16,870	1,265	18,135
Zimbabwe	Fumigant Methyl bromide	20,000	1,500	21,500
		159,973	11,997	171,970

Clarification about the above activities are as follows:

#### ❖ PRP in the Refrigeration Sector (all in cooperation with UNEP):

- In the case of Congo DR (non-LVC), the RMP was approved at the 41<sup>st</sup> meeting of the Executive Committee with the understanding that a last investment component would be developed in 2005. The proposal would include measures that would promote drop-in substitutes amongst other things.
- In Brazil, a chiller project was included. Decision XVI/13 of the Meeting of the Parties requested the Executive Committee of the Multilateral Fund to consider funding additional demonstration projects in the chillers sector to help demonstrate the value of replacement of CFC-based chillers, as well as to increase awareness of users of the impending phase-out and options that may be available for dealing with their chillers. Further to this

decision, Decision 44/61 of the Executive Committee opted to defer consideration of the issue until its 45th Meeting. As a result of Decision XVI/13 and Decision 44/61, and the importance it gives to energy efficiency and the synergisms between conventions, the Government of Brazil has requested UNDP, to include a demonstration project in the chiller sector in its 2005 Business Plan. UNDP is the lead agency of its National CFC Phaseout Plan and now that the Plan is being implemented, a significant number of CFC Chillers were identified in the country. While conservation measures are considered under the Plan, these measures alone will not resolve the needs of this critical sub sector in the long term and the decision of the MOP in this regard comes at an important time for the country to be able to demonstrate the value of replacement of its CFC- based chillers and address the needs of this sub sector.

- All other requests in the refrigeration servicing sector included in UNDP's 2005 business plan would probably be included at the 46<sup>th</sup> and 47<sup>th</sup> meeting of the Executive Committee.
  
- ❖ PRP in the Solvents Sector.
  - There is 1 such request for Congo DR. The proposal may either lead to the solvents phase out plan, or a technical assistance project depending on the consumption and what is being found on the ground.
  
- ❖ PRP in the MeBr Sector.
  - For Zimbabwe, it should be noted that a programme was already submitted at the 35<sup>th</sup> meeting of the Executive Committee meeting. Approval had been left pending in view of the situation in the country. In 2005, UNDP will work with the Government and relevant (mostly new) agricultural stakeholders to reformulate a new project proposal. As many years have past, new project preparation funds are being requested at the 45<sup>th</sup> meeting of the Executive Committee.
  
- ❖ PRP in other Sectors.
  - There is also a request for the formulation of a terminal umbrella project in foams for Laos.
  - For Fiji, the proposal will include all remaining ODS, namely MeBr and CFCs.
  - Finally, Sierra Leone was included for the halons sector further to the inter-agency coordination meeting in Feb 2005.

### 3) Other requests.

Following is the list of other requests at the 45<sup>th</sup> meeting of the Executive Committee for non-investment activities.

COUNTRY	Sector and Sub-Sector	Planned Date of Completion	Budget	Support Cost	Total
Paraguay	Solvent Sector TAS	Dec-06	30,000	2,700	32,700
Uruguay	Solvent Sector TAS	Dec-06	30,000	2,700	32,700
Argentina	HCFC Survey	Dec-06	68,807	6,193	75,000
Brazil	HCFC Survey	Dec-06	183,486	16,514	200,000
Colombia	HCFC Survey	Dec-06	68,807	6,193	75,000
India	HCFC Survey	Dec-06	183,486	16,514	200,000
Indonesia	HCFC Survey	Dec-06	114,679	10,321	125,000
Iran	HCFC Survey	Dec-06	68,807	6,193	75,000
Lebanon	HCFC Survey	Dec-06	45,872	4,128	50,000
Malaysia	HCFC Survey	Dec-06	91,743	8,257	100,000
Mexico	HCFC Survey	Dec-06	114,679	10,321	125,000
Sri Lanka	HCFC Survey	Dec-06	36,697	3,303	40,000
Syria	HCFC Survey	Dec-06	45,872	4,128	50,000
Venezuela	HCFC Survey	Dec-06	45,872	4,128	50,000
<b>TOTAL</b>			<b>1,128,807</b>	<b>101,593</b>	<b>1,230,400</b>

As can be seen from the above table, there are 2 requests for Technical Assistance for the Solvents sector. In view of the very low consumption, this would be the only funding that these 2 countries are seeking for this sector.

In addition, there are 12 requests from countries to carry out HCFC surveys. The survey will help countries to identify HCFCs applications, alternatives available and prices comparison. The HCFC survey will also facilitate national stakeholder consultations allowing a better understanding of the situation in the country related to HCFC supply and demand and identifying potential barriers to adoption of alternative technologies so countries can make informed decisions.

All requests would have a breakdown as follows:

- ❖ National Consultants/Local Subcontracts: 50% of total
- ❖ National Workshop / Stakeholder Meetings: 15% of total
- ❖ International Consultants: 30% of total
- ❖ Sundries: 5% of total

The total size of the requests were determined by UNDP further to a preliminary assessment of the size of the country, HCFC consumption as reported to the Ozone Secretariat and the complexities involved.

## ANNEX 1 – Alphabetic List by Country

Country	Title	Budget	Support Cost	Total
Argentina	HCFC Survey	68,807	6,193	75,000
Brazil	Chillers Demonstration Project	50,000	3,750	53,750
Brazil	HCFC Survey	183,486	16,514	200,000
Colombia	HCFC Survey	68,807	6,193	75,000
Colombia	Institutional Strengthening: Phase V	275,600	20,670	296,270
Congo DR	CTC Sectoral phaseout plan	16,870	1,265	18,135
Congo DR	Refrigeration End-user	16,870	1,265	18,135
Fiji	Complete ODS Phaseout Plan	16,870	1,265	18,135
India	HCFC Survey	183,486	16,514	200,000
Indonesia	HCFC Survey	114,679	10,321	125,000
Iran	HCFC Survey	68,807	6,193	75,000
Laos	Foam Multiple-subsectors	22,493	1,687	24,180
Lebanon	HCFC Survey	45,872	4,128	50,000
Malaysia	HCFC Survey	91,743	8,257	100,000
Mexico	HCFC Survey	114,679	10,321	125,000
Paraguay	Solvent Technical Assistance	30,000	2,700	32,700
Sierra Leone	Halons Sectoral phaseout plan	16,870	1,265	18,135
Sri Lanka	HCFC Survey	36,697	3,303	40,000
Syria	HCFC Survey	45,872	4,128	50,000
Uruguay	Solvent Technical Assistance	30,000	2,700	32,700
Venezuela	HCFC Survey	45,872	4,128	50,000
Zimbabwe	Fumigant Methyl bromide	20,000	1,500	21,500
<b>TOTAL</b>		<b>1,564,380</b>	<b>134,260</b>	<b>1,698,640</b>